



**Conseil Economique  
et Social**

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1998/53/Add.1  
11 février 1998

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Cinquante-quatrième session  
Point 9 d) de l'ordre du jour provisoire

ACTION VISANT A ENCOURAGER ET A DEVELOPPER DAVANTAGE LE RESPECT  
DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES ET, NOTAMMENT,  
QUESTION DU PROGRAMME ET DES METHODES DE TRAVAIL DE LA COMMISSION

DROITS DE L'HOMME, EXODES MASSIFS ET PERSONNES DEPLACEES

Rapport du Représentant du Secrétaire général, M. Francis Deng,  
présenté conformément à la résolution 1997/39  
de la Commission des droits de l'homme

Additif

Compilation et Analyse des normes juridiques, Partie II :  
Aspects juridiques de la protection contre  
le déplacement arbitraire

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
Introduction . . . . .	1 - 7	3
I. LE CADRE JURIDIQUE INTERNATIONAL GENERAL . . . . .	8 - 32	4
A. Violence et menaces portant atteinte à la vie et à la sécurité personnelle . . . . .	9 - 10	5
B. Discrimination . . . . .	11 - 13	5
C. Implantation de colons . . . . .	14 - 16	6
D. Expulsions et expropriations . . . . .	17 - 19	7

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
E. Effets néfastes des projets de développement	20 - 25	7
F. Dégâts causés à l'environnement . . . . .	26 - 28	9
G. Obligations des acteurs non étatiques . . . . .	29 - 32	9
II. DISPOSITIONS JURIDIQUES RELATIVES AU DEPLACEMENT FORCE	33 - 74	10
A. Liberté de mouvement et choix de la résidence	34 - 45	10
B. Protection contre l'immixtion dans le domicile	46 - 49	13
C. Droit au logement . . . . .	50 - 52	14
D. Interdiction des déplacements forcés dans les situations d'urgence, y compris les conflits armés . . . . .	53 - 69	14
E. Interdiction de la discrimination religieuse et raciale . . . . .	70 - 73	18
F. Interdiction du génocide . . . . .	74	19
III. DROIT RELATIF AUX POPULATIONS AUTOCHTONES . . . . .	75 - 83	20
IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS . . . . .	84 - 88	22

## Introduction

1. Le rapport que le Représentant a présenté à la Commission des droits de l'homme à sa cinquante et unième session contenait une compilation et une analyse des normes juridiques relatives à la protection des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (E/CN.4/1996/52/Add.2, ci-après dénommées la Compilation et l'Analyse des normes juridiques). Celles-ci étaient axées sur les garanties à donner aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, notamment au moment de leur transfert et de leur retour. Il y était également souligné la nécessité d'examiner les normes juridiques se rapportant à la protection contre le déplacement et au droit de ne pas être déplacé, pour élaborer un cadre juridique relatif à tous les aspects du déplacement. Bien que certains chapitres du texte évoquent déjà ces questions, il a été décidé qu'elles devaient faire l'objet d'une analyse détaillée publiée séparément. Le présent rapport contient les résultats de cette étude. Il s'inspire largement de la Compilation et de l'Analyse des normes juridiques, y renvoie fréquemment et doit être lu en parallèle avec elles. Avec la Compilation et l'Analyse, il a servi de base à la préparation de principes directeurs visant à assurer une protection pendant toutes les phases du déplacement à l'intérieur d'un pays : protection contre le déplacement, pendant le déplacement et pendant la phase de retour et de réinsertion. La Commission est saisie de ces principes directeurs (E/CN.4/1998/53/Add.2).

2. La Compilation et l'Analyse, la présente étude et les principes directeurs ont été élaborés sous la direction du Représentant par une équipe d'experts en droit international. L'étude elle-même a été établie en 1996 par Maria Stavropoulou (Grèce), consultante bénévole, et revue en octobre 1996 et avril 1997 par des spécialistes du droit à Genève, notamment Robert K. Goldman (Etats-Unis d'Amérique), Walter Kälin (Suisse), Manfred Nowak (Autriche), Daniel Helle, du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Jean-François Durieux, du Haut Commissariat des Nations Unies aux réfugiés (HCR), et Toni Pfanner et Jean-Philippe Lavoyer du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Il convient aussi de mentionner les apports des organismes humanitaires internationaux ainsi que celui de la Brookings Institution - Refugee Policy Group Project on Internal Displacement.

3. Dans le présent document, le déplacement forcé s'entend des politiques qui ont pour but ou pour effet de contraindre des personnes à quitter leur foyer et leur lieu de résidence habituel, y compris, dans certains cas, de les réinstaller contre leur gré dans une autre région du pays. Le fait qu'elles ne souhaitent pas ce déplacement ou n'y consentent pas suppose l'existence d'un certain degré de contrainte. Il s'agit donc de savoir si cette contrainte est légale. Si les intéressés ont véritablement le choix de partir ou non, autrement dit, si l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'ils choisissent de rester chez eux, leur déplacement est volontaire. Il en va de même lorsque le déplacement s'opère avec le consentement réel des personnes concernées qui prennent leur décision en toute connaissance de cause <sup>1</sup>.

4. Déplacer de force des personnes de leur foyer et de la région où elles vivent et les réinstaller ailleurs dans le pays peut se faire pour des raisons légitimes et conformément au droit international et au droit interne. Dans d'autres cas, cependant, ces mesures peuvent ne pas être compatibles

avec le droit international et revêtir un caractère arbitraire. En principe, on peut identifier quatre types de violations : premièrement, l'expulsion ou le déplacement de personnes est illégal s'il est inspiré par des motifs contraires au droit international. Cet aspect du droit de ne pas être déplacé arbitrairement découle implicitement des droits à la liberté de mouvement et de résidence, à l'inviolabilité du domicile et au logement. Deuxièmement, une violation peut se produire si des garanties de procédure minimum ne sont pas respectées. Troisièmement, les modalités de l'expulsion peuvent entraîner la violation d'autres droits de l'homme, comme le droit à la liberté de la personne, le droit de ne pas être torturé ni soumis à des traitements inhumains ou dégradants, ou même le droit à la vie. Enfin, les expulsions et le déplacement peuvent nuire à la jouissance d'autres droits de l'homme, auquel cas l'Etat est tenu de prendre des mesures pour protéger ceux-ci, conformément à ses obligations en droit international telles qu'elles sont définies dans la Compilation et l'Analyse des normes juridiques.

5. Dans bien des cas, l'Etat est responsable de l'application de politiques de déplacement et y participe activement. Dans d'autres, il les cautionne, les tolère ou y consent et son rôle peut être plus difficile à définir. Mais même lorsque le rôle précis de l'Etat n'est pas clair, l'effet de ces politiques et leurs conséquences sur la jouissance des droits de l'homme suffisent pour déterminer la légalité ou l'illégalité du déplacement forcé et les obligations de l'Etat concerné à l'égard des intéressés. S'il s'avère que le déplacement forcé résulte d'une politique (active ou passive) de l'Etat et est illégal, se pose alors la question de la responsabilité de ce dernier.

6. En outre, lorsque le déplacement forcé a pour but ou pour effet le génocide, la torture, des traitements inhumains ou dégradants, l'esclavage ou la discrimination systématique (par exemple l'apartheid), il peut engager la responsabilité pénale individuelle des auteurs en droit international. Il faut alors examiner aussi la responsabilité des acteurs non étatiques dans la mesure où ils procèdent à des déplacements.

7. La présente étude évoque brièvement le cadre juridique international général dans lequel les Etats sont tenus en droit international de ne pas déplacer arbitrairement les personnes relevant de leur juridiction. Elle analyse en détail les dispositions des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et du droit humanitaire qui se rapportent au déplacement forcé, notamment les raisons qui justifient le déplacement et les conditions dans lesquelles il peut avoir lieu légalement. Elle porte enfin sur les mesures de protection spécifiques dont les peuples autochtones bénéficient en cas de déplacement.

#### I. LE CADRE JURIDIQUE INTERNATIONAL GENERAL

8. La prévention du déplacement est indissociable du respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Comme l'Assemblée générale et la Commission des droits de l'homme l'ont souligné à maintes reprises, dans bien des cas le déplacement pourrait être évité ou prendre moins d'ampleur si le droit international était dûment respecté<sup>2</sup>. Les efforts réalisés pour identifier les causes de ce phénomène et mieux cerner la responsabilité des Etats concernés ainsi que pour y trouver des solutions se sont intensifiés au cours des dernières années, à mesure que les conflits internes prolifèrent,

se compliquent, durent et menacent souvent la paix et la sécurité internationales. Si le déplacement à l'intérieur d'un pays est le plus souvent le résultat direct de la violence généralisée et du conflit armé, la faiblesse des Etats, l'insuffisance des organes politiques et judiciaires, les tensions ethniques ainsi que la pauvreté et la dégradation de l'environnement n'y sont pas non plus étrangères. Les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels sont toujours menacés dans de tels cas, étant donné que l'Etat ne fait pas le nécessaire pour en assurer la jouissance aux citoyens, quand il ne les viole pas lui-même. Dans les situations de déplacement, la prévention, tout autant que la protection et l'aide à fournir aux personnes déjà déplacées, et la recherche de solutions durables relèvent de la responsabilité de l'Etat.

A. Violence et menaces portant atteinte à la vie  
et à la sécurité personnelle

9. Les pertes en vies humaines, la brutalité, la violence et les menaces qui créent un climat d'insécurité forcent souvent les populations à fuir, par exemple en cas d'attaques directes ou indifférenciées contre des sites civils. En fait, la violence et les menaces portant atteinte à la vie et à la sécurité personnelle sont des moyens particulièrement efficaces de provoquer des déplacements et sont fréquemment utilisées à cette fin, de même qu'au cours des déplacements. Parfois, le déplacement forcé peut être assimilé à un génocide, notamment à un "nettoyage ethnique", ou à des traitements inhumains ou dégradants.

10. Le droit à la vie étant le droit de l'homme le plus fondamental, l'Etat est tenu non seulement de s'abstenir de le violer, mais aussi de le protéger. Bien des droits de l'homme en découlent ou y sont apparentés, par exemple les droits à la subsistance, notamment le droit à l'alimentation et à la santé, et ne devraient donc pas en être dissociés. La Compilation et l'Analyse des normes juridiques (par. 66 à 142) contiennent une étude approfondie des aspects du droit à la vie qui concernent les personnes déplacées dans leur propre pays, laquelle est également pertinente dans le contexte de la protection contre le déplacement. A cet égard, il convient de noter que l'emploi d'armes chimiques et biologiques qui peut entraîner des déplacements massifs est clairement interdit par le droit coutumier international <sup>3</sup> et le droit des traités <sup>4</sup>.

B. Discrimination

11. La discrimination systématique dans la jouissance des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, la discrimination contre les membres de minorités ou de populations autochtones et les politiques économiques ou sociales discriminatoires entraînent souvent des déplacements forcés.

12. Cette discrimination est pourtant interdite par la plupart des conventions et déclarations relatives aux droits de l'homme, sous la forme de clauses de non-discrimination ou de clauses d'égale protection, comme on l'a vu dans la Compilation et l'Analyse des normes juridiques (par. 48 à 57). En outre, certaines dispositions, telles celles de l'article 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), garantissent

que tous sont égaux devant la loi et ont droit sans discrimination à une égale protection de la loi <sup>5</sup>. Elles régissent "l'exercice de tous les droits, énoncés ou non dans le Pacte, que l'Etat partie reconnaît de par la loi à tous les individus se trouvant sur son territoire ou relevant de sa compétence..." <sup>6</sup>.

13. Bien que le terme "discrimination" ne soit défini que dans quelques-uns de ces instruments, il s'entend généralement de toute distinction, exclusion, restriction ou préférence fondée sur un motif précis, qui a pour but ou pour effet de détruire ou de compromettre la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice, dans des conditions d'égalité, de tous les droits et libertés <sup>7</sup>. Ne constituent toutefois une discrimination que les distinctions qui ne reposent pas sur des critères raisonnables et objectifs <sup>8</sup>.

#### C. Implantation de colons

14. L'implantation ou l'établissement de colons est une forme particulièrement grave de discrimination. Planter des colons ou les autoriser à s'établir sur un territoire, notamment un territoire occupé, ou transférer une population plus "docile" à des fins militaires (pour mieux contrôler une zone, décourager la rébellion, etc.) et non militaires (manipulation démographique, annexion projetée, etc.) constitue une forme de déplacement de population qui peut causer des pratiques discriminatoires, ou être causée par elles, et peut donc entraîner des déplacements à l'intérieur d'un pays. Les colons eux-mêmes sont parfois des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays s'ils sont installés contre leur gré dans une zone autre que celle où ils vivaient.

15. Ce type d'implantation viole le principe de non-discrimination lorsque les colons bénéficient d'un traitement préférentiel par rapport à la population sur le territoire de laquelle ils s'installent et lorsqu'il en résulte une discrimination institutionnalisée contre la population concernée.

16. Le droit international humanitaire contient des dispositions qui interdisent expressément l'implantation de colons. En son article 49, la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre (ci-après dénommée la Quatrième Convention de Genève) dispose expressément que "la Puissance occupante ne pourra procéder à la déportation ou au transfert d'une partie de sa propre population civile dans le territoire occupé par elle" <sup>9</sup>. Si l'évacuation de la population (protégée) du territoire occupé par la Puissance occupante s'avère nécessaire (c'est-à-dire si la sécurité ou d'impérieuses raisons militaires l'exigent), la Convention dispose expressément au paragraphe 2 de son article 49 que "la population ainsi évacuée sera ramenée dans ses foyers aussitôt que les hostilités dans ce secteur auront pris fin". L'"établissement" des personnes protégées dans une autre région du territoire sous couvert d'évacuation est donc interdit. En outre, en son article 85 4) a), le Protocole I qualifie d'infraction grave le "transfert par la Puissance occupante d'une partie de sa population civile dans le territoire qu'elle occupe" <sup>10</sup>.

#### D. Expulsions et expropriations

17. Des personnes peuvent être déplacées parce qu'elles sont expropriées ou que leur terre ou autres moyens matériels leur sont confisqués, ou elles peuvent, de facto ou de lege, perdre la possibilité d'utiliser la terre ou les moyens en question en raison, par exemple, d'attaques militaires, de conflits fonciers ou de projets de développement mal préparés et mal exécutés qui rendent la zone inhabitable. Il arrive aussi que le système juridique d'un Etat ne reconnaisse pas les formes traditionnelles de propriété et d'utilisation de la terre, privant les personnes concernées de la possibilité de la mettre en valeur et d'en avoir la jouissance.

18. La Compilation et l'Analyse des normes juridiques (par. 270 à 283) contiennent une étude des garanties pertinentes énoncées dans les instruments universels et régionaux relatifs aux droits de l'homme et dans le droit international humanitaire. Il y est dit (par. 274) que le droit de l'individu de détenir, de posséder et/ou d'utiliser des biens privés n'est pas absolu. Il peut être subordonné à certains intérêts de la société prévus par la loi et/ou à des limitations telles que "les justes exigences de la morale, de l'ordre public et du bien-être général dans une société démocratique" <sup>11</sup>. Les Etats peuvent en pareil cas saisir des biens privés à des fins publiques, en vertu du principe du "domaine éminent" (expropriation) ou d'autres principes analogues.

19. Cependant, outre qu'elles doivent être conformes à la loi et dans l'intérêt de la société, l'expropriation et la confiscation ne peuvent revêtir un caractère arbitraire et doivent être des mesures prises à titre exceptionnel et dans le respect de toutes les normes applicables en matière de droits de l'homme. Le droit de l'Etat d'exproprier et de confisquer peut être assujéti à des restrictions particulières dans le cas de personnes que la perte de leur terre léserait grandement, par exemple les paysans ou les populations autochtones. Lorsque leur subsistance et leurs valeurs culturelles sont menacées, les personnes qui risquent d'être déplacées doivent bénéficier de protections supplémentaires dans le domaine des droits de l'homme <sup>12</sup>.

#### E. Effets néfastes des projets de développement

20. Souvent, les projets de développement contribuent sensiblement à la jouissance des droits économiques et sociaux et autres droits de l'homme. On prend cependant de plus en plus conscience que ces projets, et leur impact sur le régime foncier et l'environnement, peuvent avoir sur la jouissance des droits de l'homme des conséquences négatives dont il faut se préoccuper. La Banque mondiale et d'autres institutions financières internationales ont convenu que, lorsque le bon déroulement de projets de développement, comme la construction de barrages, de routes et d'aéroports, nécessitait des expulsions et des réinstallations, il fallait analyser la faisabilité, la nécessité et la proportionnalité des projets par rapport aux buts à atteindre et prévoir l'indemnisation, la réinstallation et la réinsertion des personnes déplacées avant le début des travaux. La Banque mondiale a établi des directives relatives à la réinstallation involontaire, qui énoncent ces normes dans le détail <sup>13</sup>. Ces directives marquent une étape importante dans la formulation des éléments à prendre en considération dans les projets qui risquent d'entraîner des déplacements <sup>14</sup>.

21. En ce qui concerne la réinstallation dans d'autres régions, la Banque mondiale indique dans ses directives qu'elle doit s'opérer avec la participation de la communauté dont le projet de développement entraîne la réinstallation et de celle qui l'accueille. Elle considère cette participation comme essentielle et énonce un certain nombre de mesures pratiques à prendre : coopération avec les ONG locales qui peuvent fournir une assistance et assurer la participation de la communauté, réunions régulières entre les responsables du projet et les communautés, information des intéressés et indemnisation des communautés d'accueil qui fournissent des terres et autres moyens aux personnes réinstallées.

22. En outre, la Banque mondiale recommande ce qui suit en ce qui concerne l'expropriation, la réinstallation et l'indemnisation : lorsque la réinstallation est inévitable, il faut identifier plusieurs sites d'implantation possibles et les délimiter avant le début de l'opération de réinstallation. Lorsqu'il s'agit de familles rurales, les terres de remplacement doivent avoir un potentiel de production au moins équivalent à celui des terres expropriées et être au moins aussi bien placées. Dans le cas de familles urbaines, le nouveau site doit offrir, entre autres, des conditions comparables en ce qui concerne l'emploi, l'infrastructure, les services et les possibilités de vie productive. Dans les communautés d'accueil, les conditions de vie et les services devraient s'améliorer, ou tout au moins ne pas se dégrader : l'adoption de dispositions en faveur des deux communautés pour améliorer l'éducation, l'approvisionnement en eau, la santé et les services de production permet à l'intégration de s'opérer dans un climat social plus serein et, à long terme, évite les conflits.

23. On sait aussi que l'estimation de la valeur des biens perdus et l'indemnisation supposent un certain nombre de mesures, par exemple informer les personnes qui seront déplacées des lois et règlements régissant ces opérations, mettre en place des mécanismes visant à prévenir les occupations et les empiètements illégaux, adopter des dispositions assurant l'accès aux ressources et à des occupations génératrices de revenus qui sont acceptables culturellement et équivalents à ceux dont les personnes déplacées disposaient précédemment. Les directives soulignent que les populations autochtones, les personnes sans terre ou quasi sans terre et les familles dont le chef est une femme, auxquelles les lois nationales sur l'indemnisation ne s'appliquent pas toujours, constituent des groupes vulnérables particulièrement à risque.

24. En outre, il faut concevoir les projets de développement de manière à minimiser tout impact néfaste sur l'environnement et les pertes ou dégradations qui pourraient en résulter et, partant, veiller à ce qu'ils soient respectueux de l'environnement et durables <sup>15</sup>.

25. S'agissant des institutions et sociétés financières internationales, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a indiqué qu'"elles doivent éviter soigneusement d'appuyer des projets qui ..., par exemple, ... encouragent ou renforcent la discrimination à l'encontre d'individus ou de groupes, en violation des dispositions du Pacte, ou entraînent des expulsions ou déplacements massifs, sans mesures appropriées de protection et d'indemnisation ... Il faudrait tout mettre en oeuvre, à chaque étape de l'exécution des projets de développement, pour que les droits énoncés dans le Pacte soient dûment pris en compte" <sup>16</sup>.



#### F. Dégâts causés à l'environnement

26. D'importants dégâts causés à l'environnement entraînent souvent des déplacements forcés de personnes ou les aggravent. Ils peuvent résulter d'une politique de la terre brûlée, d'essais nucléaires, de projets industriels peu sûrs, d'inondations dues à la construction de barrages, de fuites de produits chimiques ou radioactifs ou du mouvement de déchets dangereux.

27. De plus en plus, le droit environnemental international réglemente les activités de l'homme qui menacent la durabilité de l'environnement ou le modifient. C'est le cas, par exemple, de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, de la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone, de la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou par la désertification, en particulier en Afrique.

28. En ce qui concerne le droit international humanitaire, le Protocole I dispose en son article 35, paragraphe 3, qu'il "est interdit d'utiliser des méthodes ou moyens de guerre qui sont conçus pour causer, ou dont on peut attendre qu'ils causeront, des dommages étendus, durables et graves à l'environnement naturel" et, en son article 55, paragraphe 1, que "la guerre sera conduite en veillant à protéger l'environnement naturel contre des dommages étendus, durables et graves. Cette protection inclut l'interdiction d'utiliser des méthodes ou moyens de guerre conçus pour causer, ou dont on peut attendre qu'ils causeront, de tels dommages à l'environnement naturel, compromettant, de ce fait, la santé ou la survie de la population" <sup>17</sup>.

#### G. Obbligations des acteurs non étatiques

29. Le déplacement est un phénomène qui peut résulter de l'action d'acteurs non étatiques ou paraétatiques, ou associés à lui. Dans les situations de conflits armés, ces acteurs sont généralement des groupes d'opposition armés et paramilitaires <sup>18</sup>; dans d'autres situations, il peut s'agir de trafiquants de drogue, ou encore, de sociétés qui participent à des projets de grande ampleur ou de propriétaires <sup>19</sup>.

30. Les excès commis par des acteurs autres que l'Etat n'entraînent généralement pas la responsabilité de l'Etat en vertu des instruments relatifs aux droits de l'homme, à moins qu'ils n'aient été suscités ou encouragés par le gouvernement concerné ou, au moins, que celui-ci y ait consenti. Sinon, ces excès sont normalement considérés comme des infractions au droit interne. En pareil cas, on attend de l'Etat qu'il prenne des mesures, dans toute la mesure possible, pour prévenir de nouveaux déplacements, améliorer les conditions de vie des personnes déplacées et traduire les responsables en justice. Si ces excès comprennent des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité, notamment des violations graves du droit international humanitaire et les crimes de génocide et d'apartheid, ils peuvent mettre en jeu la responsabilité pénale individuelle des auteurs en droit international.

31. En outre, le droit international humanitaire traite la question des groupes d'opposition armés en cas de conflits armés dans l'article 3 commun aux Conventions de Genève et dans le Protocole II. L'article 3 commun s'applique à toutes les parties à un conflit armé non international et les oblige à respecter au moins les principes fondamentaux d'un traitement humain. Un certain nombre de critères ont été proposés pour différencier les acteurs et les conflits auxquels l'article 3 commun s'applique, comme indiqué dans la Compilation et l'Analyse des normes juridiques (par. 39) <sup>20</sup>.

32. Le Protocole II s'applique aux conflits armés non internationaux "qui se déroulent sur le territoire d'une Haute Partie contractante entre ses forces armées et des forces armées dissidentes ou des groupes armés organisés qui, sous la conduite d'un commandement responsable, exercent sur une partie de son territoire un contrôle tel qu'il leur permette de mener des opérations militaires continues et concertées et d'appliquer le présent Protocole".

## II. DISPOSITIONS JURIDIQUES RELATIVES AU DEPLACEMENT FORCÉ

33. Rares sont les normes juridiques internationales qui protègent expressément contre l'expulsion et le déplacement ou le transfert individuels ou collectifs d'une région à une autre à l'intérieur d'un pays. Toutes ensemble, les normes existantes mettent cependant en évidence une règle générale selon laquelle le déplacement forcé ne peut s'effectuer de manière discriminatoire ni être imposé arbitrairement. La présente section porte sur ces dispositions.

### A. Liberté de mouvement et choix de la résidence

34. Le déplacement forcé revient à dénier l'exercice de la liberté de mouvement et le choix de la résidence puisqu'il ôte le choix de se déplacer ou non, ainsi que du lieu de résidence. En vertu du droit existant, la protection contre les transferts individuels ou collectifs à l'intérieur d'un pays découle donc, entre autres, du droit de circuler librement et de choisir sa résidence. Cette liberté est expressément reconnue comme étant un droit de l'homme à l'article 13 1) de la Déclaration universelle <sup>21</sup> et elle est également garantie par l'article 12 1) du PIDCP, qui se lit comme suit :

"Quiconque se trouve légalement sur le territoire d'un Etat a le droit d'y circuler librement et d'y choisir librement sa résidence."

35. Des garanties analogues figurent dans les instruments régionaux, par exemple à l'article VIII de la Déclaration américaine, à l'article 22 1) de la Convention américaine, à l'article 2 (1) du Protocole No 4 à la Convention européenne <sup>22</sup> et à l'article 12 (1) de la Charte africaine <sup>23</sup>.

36. En outre, la réinstallation forcée dans une zone donnée à la suite d'un déplacement, notamment dans le contexte des programmes de "villagisation" ou du "bannissement", peut être assimilée non seulement à une violation de la liberté de mouvement, mais aussi à une détention arbitraire.

37. La plupart des instruments universels et régionaux relatifs aux droits de l'homme donnent aux Etats la possibilité de restreindre la liberté de résidence et de mouvement en cas de tensions et de troubles ou de

catastrophes. Certains déplacements limités et involontaires de personnes ou leur réinstallation dans d'autres zones peuvent alors être autorisés. En son article 12 3), le PIDCP dispose que la liberté de mouvement et le choix de la résidence :

"ne peuvent être l'objet de restrictions que si celles-ci sont prévues par la loi, nécessaires pour protéger la sécurité nationale, l'ordre public, la santé ou la moralité publiques, ou les droits et libertés d'autrui, et compatibles avec les autres droits reconnus par le présent Pacte".

38. Les paragraphes 3 et 4 de l'article 22 de la Convention américaine, le paragraphe 2 de l'article 12 de la Charte africaine et les paragraphes 3 et 4 de l'article 2 du Protocole No 4 à la Convention européenne énoncent également dans quelles conditions et selon quels critères des restrictions valables peuvent être apportées à ce droit, dont l'exercice est autrement libre. Le paragraphe 3 de l'article 22 de la Convention américaine n'autorise d'autres restrictions "que celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures indispensables dans une société démocratique à la prévention des infractions pénales, à la protection de la sécurité nationale, de la sûreté ou de l'ordre publics, de la moralité ou de la santé publique ou des droits ou libertés d'autrui". Au paragraphe 4 de ce même article, il est indiqué que le droit de circuler et de résider "dans certaines zones déterminées" d'un pays peut faire l'objet "de restrictions légales pour cause d'intérêt public". Le paragraphe 3 de l'article 2 du Protocole No 4 à la Convention européenne, dispose que "[l'] exercice de ces droits ne peut faire l'objet d'autres restrictions que celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au maintien de l'ordre public, à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui".

39. L'application de telles restrictions doit être prévue par la loi, avoir pour fondement une des raisons énumérées susceptibles de justifier les limitations, répondre à un besoin public ou social pressant, poursuivre un but légitime et être proportionné à ce but <sup>24</sup>.

40. S'agissant du paragraphe 3 de l'article 12 du PIDCP, on a fait valoir que les restrictions au droit de circuler librement et de choisir librement sa résidence devaient être édictées par un organe législatif <sup>25</sup>. Dans cette optique, la "loi" doit être accessible à tous ceux qui y sont assujettis et présenter un degré adéquat de certitude <sup>26</sup>. Au surplus, pareilles restrictions doivent être "compatibles avec les autres droits" consacrés par le PIDCP. L'interdiction de séjour sur une partie du territoire d'un Etat n'est donc par exemple autorisée à titre de sanction que si elle est prononcée dans le respect des garanties en matière de procédure pénale visées aux articles 14 et 15 du PIDCP <sup>27</sup>. Le droit à un recours utile est également pertinent en la matière.

41. Le paragraphe 3 de l'article 12 du PIDCP précise de surcroît que de telles restrictions doivent être nécessaires; une restriction est compatible avec cette dernière disposition si elle est nécessaire pour atteindre un ou plusieurs des objectifs justifiant une immixtion. Malgré le grand pouvoir

discrétionnaire reconnu au législateur national, le critère de nécessité est assujéti à une norme objective minimale <sup>28</sup>. S'agissant de déterminer si cette norme a été respectée, le principe de proportionnalité constitue la pierre de touche. Toute immixtion suppose donc de trouver un juste milieu entre le droit de circuler librement et les intérêts que l'immixtion vise à protéger <sup>29</sup>. Enfin, les restrictions aux droits énoncés dans le Pacte représentent toujours des exceptions et ne sauraient donc devenir la règle <sup>30</sup>.

42. Aux termes du paragraphe 3 de l'article 12 du PIDCP, les raisons pour lesquelles il est permis d'introduire des dérogations sont "la sécurité nationale", "l'ordre public", "la santé publique", "la moralité publique" et "les droits et libertés d'autrui". La sécurité nationale n'est mise en danger qu'en cas de menaces politiques ou militaires graves pesant sur l'ensemble de la nation, situation susceptible de rendre nécessaire l'évacuation provisoire de certaines personnes. Certains projets d'aménagement ou d'infrastructure pour lesquels les intérêts de la collectivité l'emportent manifestement de manière prépondérante sont susceptibles de donner lieu, sous la forme d'un déplacement de population à titre exceptionnel, à une restriction autorisée pour motif d'ordre public <sup>31</sup> à la liberté de circuler librement à l'intérieur d'un pays et d'y choisir librement sa résidence. L'exception de "santé publique" peut justifier l'évacuation de zones où existe un risque sanitaire majeur (par exemple les zones contaminées suite à une catastrophe) <sup>32</sup>. Enfin, des restrictions à la liberté de circuler librement et de choisir librement sa résidence peuvent s'imposer dans l'intérêt des "droits et libertés d'autrui" et justifier des expulsions visant à faire respecter la propriété privée. Toutefois, les Etats parties sont tenus de veiller à ce que l'immixtion en faveur des propriétaires privés soit proportionnée, c'est-à-dire n'aille pas au-delà du tolérable par l'opinion publique <sup>33</sup>. Toute immixtion doit être raisonnable et objective ainsi que non discriminatoire <sup>34</sup>.

43. La question du déplacement forcé dans sa relation avec la liberté de circulation a fait l'objet d'un certain nombre d'initiatives de la part de l'ONU. Dans une résolution marquante intitulée "Le droit à la liberté de circulation" en date du 26 août 1994 qu'elle a adoptée à sa quarante-sixième session (résolution 1994/24), la Sous-Commission :

"Affirme le droit des personnes de vivre en paix dans leur propre foyer, sur leurs terres et dans leur pays;

"...

"Prie instamment les gouvernements et autres intéressés de faire tout leur possible pour mettre fin une fois pour toutes à toutes les pratiques de déplacement forcé, de transfert de populations et de 'nettoyage ethnique' en violation des normes juridiques internationales;"

44. En outre, le droit à la liberté de circulation et son opposabilité en cas de déplacement ont été réaffirmés par plusieurs conférences régionales <sup>35</sup>.

45. Dans l'article 18, intitulé "Crimes contre l'humanité" <sup>36</sup>, du projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité sont énumérés 11 actes constituant des crimes s'ils sont commis d'une manière systématique ou sur une grande échelle, dont "... le transfert forcé de populations" <sup>37</sup>.

B. Protection contre l'immixtion dans le domicile

46. Les dispositions relatives au droit à la vie privée assurent en outre une protection contre le déplacement arbitraire venant s'ajouter à la liberté de circulation et de résidence et à la protection contre l'exil intérieur ou l'interdiction de séjour arbitraires. L'article 17 du PIDCP stipule que :

"1. Nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires ou illégales dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes illégales à son honneur et à sa réputation (non souligné dans le texte).

"2. Toute personne a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes".

La protection du "domicile" vise non seulement le logement mais toutes les catégories de biens à vocation résidentielle sans considération du titre juridique ou de la nature de l'usage <sup>38</sup>. Toute invasion de cette sphère sans le consentement du particulier affecté constitue une immixtion <sup>39</sup>, de même que tout acte privant quiconque de son domicile.

47. Des dispositions protectrices analogues figurent dans l'article IX de la Déclaration américaine, l'article 11 de la Convention américaine et l'article 8 de la Convention européenne <sup>40</sup>.

48. Toute immixtion est "illégale" si elle contrevient à l'ordre juridique national ou international. Elle est par ailleurs "arbitraire" si elle est à un titre ou à un autre injuste, imprévisible et déraisonnable <sup>41</sup>. Pour déterminer si une immixtion dans la vie privée par un organe d'Etat chargé de l'application des lois constitue une violation de l'article 17, il y a lieu de s'attacher spécialement à établir non seulement si l'acte d'application visé est conforme à la loi nationale, mais aussi si sa finalité semble légitime sur la base du Pacte considéré dans son intégralité, s'il était prévisible au regard de la suprématie du droit et s'il est raisonnable (proportionné) eu égard à sa finalité, comme le Comité des droits de l'homme l'a souligné dans son Observation générale 16 (32). La décision de procéder à ces immixtions autorisées doit être prise par l'autorité désignée par la loi, et cas par cas <sup>42</sup>.

49. Les Etats sont non seulement tenus de s'abstenir de toute violation des droits garantis dans le PIDCP mais aussi, en vertu du paragraphe 2 de l'article premier, d'adopter des mesures d'ordre législatif ou autre propres à donner effet à ces droits, ainsi que de garantir la possibilité d'un recours utile en cas de violation de ces droits (par. 3 de l'article 2 du PIDCP). En vertu du second paragraphe de l'article 17 du PIDCP, les Etats parties prennent l'engagement spécifique de protéger la vie privée énoncé dans le premier paragraphe, notamment contre les immixtions par des parties privées. La "protection de la loi" appelle des mesures pertinentes dans le domaine

du droit privé et du droit administratif ainsi qu'un minimum de normes prohibitives ressortissant au droit pénal. L'obligation de prendre les dispositions juridiques, administratives ou autres voulues peut s'inférer des paragraphes 1 et 2 de l'article 2 <sup>43</sup>.

### C. Droit au logement

50. Le droit au logement assure également une protection contre tout déplacement arbitraire. Se penchant sur ce droit, énoncé au paragraphe 1 de l'article 11 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC), le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a estimé que "les décisions d'éviction forcée sont prima facie contraires aux dispositions du Pacte et ne peuvent être justifiées que dans les situations les plus exceptionnelles et conformément aux principes applicables du droit international" <sup>44</sup>. Des limitations au droit au logement ne peuvent être apportées qu'en se conformant aux critères énoncés à l'article 4 du PIDESC <sup>45</sup>, à savoir que ces droits ne peuvent être soumis qu'aux limitations établies par la loi, dans la seule mesure compatible avec la nature de ces droits et exclusivement en vue de favoriser le bien-être général dans une société démocratique. Les évictions ne doivent pas non plus contrevenir au principe fondamental que constitue le droit à une procédure régulière. On peut donc présumer que les évictions collectives sont entachées d'un certain degré d'arbitraire.

51. Par ailleurs, l'alinéa b) de l'article premier de la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité érige en crime contre l'humanité "l'éviction par une attaque armée", qu'elle soit commise en temps de guerre ou en temps de paix <sup>46</sup>.

52. Dans les résolutions relatives aux expulsions forcées adoptées par la Sous-Commission et la Commission, il est recommandé aux gouvernements de mettre en oeuvre des politiques et mesures législatives visant à en finir avec les expulsions forcées, notamment en accordant, sur la base de consultations effectives avec les personnes et groupes affectés, des garanties juridiques concernant l'occupation des lieux <sup>47</sup>.

### D. Interdiction des déplacements forcés dans les situations d'urgence, y compris les conflits armés

53. Le droit des droits de l'homme prévoit des dérogations au droit à la liberté de circulation et à la protection de la vie privée. Ainsi, des déplacements de populations peuvent être effectués dans les cas d'urgence publique véritable, tels que conflits armés, violences intercommunautaires ou interethniques graves et catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme. Ces dérogations ne peuvent toutefois être prises que "dans la stricte mesure où la situation l'exige", ne doivent pas être incompatibles avec les autres obligations que le droit international impose à l'Etat concerné et ne doivent pas entraîner de discrimination infondée <sup>48</sup>. Même dans de telles circonstances donc, un déplacement forcé ne peut être effectué en violation des droits de l'homme insusceptibles de dérogation <sup>49</sup>.

54. Tels qu'ils ont été dégagés par la Commission interaméricaine des droits de l'homme dans l'affaire des Indiens miskitos <sup>50</sup>, les principes de protection,

s'appliquant en cas de réinstallation forcée se justifiant à titre de dérogation, peuvent se poser comme suit : a) la proclamation officielle de l'état d'urgence doit être diffusée effectivement pour éviter terreur et confusion en cas de nécessité de réinstallation; b) les opérations de réinstallation doivent être proportionnées au danger, ainsi qu'à l'intensité et à la durée de l'état d'urgence; c) la réinstallation ne doit pas se prolonger au-delà de la période d'urgence. En conséquence, les populations déplacées ont le droit de retourner sur leurs terres d'origine si elles le souhaitent à la fin de la période d'urgence <sup>51</sup>.

55. En temps de conflit armé, le droit international humanitaire <sup>52</sup> assure aux personnes une protection contre tout déplacement arbitraire. Les instruments pertinents contiennent plusieurs dispositions instituant une protection contre le déplacement forcé, conformément à l'objectif général que constitue le souci d'épargner aux civils les effets des hostilités, tel qu'exprimé, notamment, dans l'article 51 du Protocole I et l'article 13 du Protocole II.

56. En ce qui concerne les conflits armés non internationaux, l'article 17 - intitulé "Interdiction des déplacements forcés" - du Protocole II aborde expressément cette question. Il stipule que :

"1. Le déplacement de la population civile ne pourra pas être ordonné pour des raisons ayant trait au conflit sauf dans les cas où la sécurité des personnes civiles ou des raisons militaires impératives l'exigent. Si un tel déplacement doit être effectué, toutes les mesures possibles seront prises pour que la population civile soit accueillie dans des conditions satisfaisantes de logement, de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'alimentation.

"2. Les personnes civiles ne pourront pas être forcées de quitter leur propre territoire pour des raisons ayant trait au conflit."

Il ressort clairement de ce libellé que l'article 17 interdit, en règle générale, le transfert ou le déplacement forcé de civils en temps d'hostilités intérieures <sup>53</sup>. "Cet article ne limite pas, bien entendu, le droit des personnes civiles de circuler à l'intérieur du pays, sous réserve des restrictions qui seraient imposées par les circonstances, ou de partir pour l'étranger" <sup>54</sup>. Le déplacement forcé de civils est interdit à moins que la partie au conflit n'établisse qu'il est rendu nécessaire par a) la sécurité de la population ou b) des raisons militaires impératives mises en évidence par une appréciation minutieuse des circonstances <sup>55</sup>. Les raisons militaires impératives ne peuvent naturellement pas se justifier par des motifs politiques, tels qu'un déplacement de population aux fins d'exercer un contrôle plus effectif sur un groupe ethnique dissident <sup>56</sup>. En conséquence, il appartient sans conteste à la partie mettant en route une opération de ce type de démontrer qu'elle répond aux critères fixés justifiant les rares exceptions à la règle.

57. Les transferts forcés ne sont autorisés que dans des circonstances exceptionnelles mais ils doivent en outre n'être effectués qu'une fois que toutes les mesures" ont été prises pour assurer aux civils transférés des conditions satisfaisantes de logement, d'hygiène, de santé, de sécurité et

d'alimentation. L'expression "toutes les mesures" répond au souci de tenir compte du fait que des difficultés peuvent se poser dans la pratique, sans pour autant atténuer en rien la portée de l'obligation. De plus, aucune raison ne peut être avancée pour justifier des conditions non satisfaisantes si le déplacement ne présentait pas un caractère d'extrême urgence et pouvait avoir été prévu.

58. L'alinéa e) du paragraphe 3 de l'article 4 du Protocole II prévoit en outre l'évacuation des enfants du secteur où des hostilités ont lieu avec le consentement des parents ou des personnes qui en ont la garde, chaque fois que possible. Cette évacuation doit être temporaire et se faire à l'intérieur du pays.

59. S'agissant des conflits armés interétatiques, l'article 49 de la quatrième Convention de Genève précise les conditions d'évacuation des personnes protégées <sup>57</sup> en cas d'occupation. Le premier paragraphe de cet article interdit les transferts forcés, en masse ou individuels, quel qu'en soit le motif.

60. Le deuxième paragraphe de l'article 49 stipule : "[t]outefois, la Puissance occupante pourra procéder à l'évacuation totale ou partielle d'une région occupée déterminée si la sécurité de la population ou d'impérieuses raisons militaires l'exigent". Si la sécurité de la population n'exige pas de transfert ou si les raisons militaires ne sont pas impérieuses <sup>58</sup>, l'évacuation n'est pas légitime. De plus, "[l]es évacuations ne pourront entraîner le déplacement de personnes protégées qu'à l'intérieur du territoire occupé, sauf en cas d'impossibilité matérielle". Ainsi, en règle générale, l'évacuation doit s'effectuer vers des centres d'accueil se trouvant sur le territoire du pays concerné. Enfin, les personnes protégées qui ont été évacuées doivent être ramenées dans leurs foyers aussitôt que les hostilités dans le secteur d'origine ont pris fin.

61. Le troisième paragraphe de l'article 49 de la quatrième Convention de Genève précise les conditions dans lesquelles doit s'effectuer l'évacuation, stipulant que :

"La Puissance occupante, en procédant à ces transferts ou à ces évacuations, devra faire en sorte, dans toute la mesure possible, que les personnes protégées soient accueillies dans des installations convenables, que les déplacements soient effectués dans des conditions satisfaisantes de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'alimentation et que les membres d'une même famille ne soient pas séparés les uns des autres."

Cette formulation vise à couvrir l'éventualité d'une évacuation improvisée et à court terme, où l'urgence est de rigueur, éventualité dans laquelle la Puissance occupante est également tenue d'atténuer dans toute la mesure possible les inconvénients d'une évacuation <sup>59</sup>. De plus, la Puissance occupante ne peut retenir les personnes protégées "dans une région particulièrement exposée aux dangers de la guerre, sauf si la sécurité de la population ou d'impérieuses raisons militaires l'exigent". En vertu du paragraphe 4, la Puissance protectrice doit en outre être informée de toute évacuation.



62. Le paragraphe 7 de l'article 51 du Protocole I <sup>60</sup> (qui s'applique aux conflits armés interétatiques) vise à protéger les civils en interdisant de les contraindre à quitter leur domicile aux fins de perturber le mouvement des combattants ou de mettre des objectifs militaires à l'abri d'attaques. Le paragraphe 7 n'interdit toutefois pas les mesures tendant à "restreindre le mouvement des civils afin d'éviter qu'il n'interfère avec le mouvement des militaires, ni n'interdit d'ordonner leur évacuation si leur sécurité ou des raisons militaires impérieuses l'exigent" <sup>61</sup>. L'article 58 du Protocole I dispose même en fait que "[s]ans préjudice de l'article 49 de la quatrième Convention" les parties "s'efforceront ... d'éloigner du voisinage des objectifs militaires la population civile, les personnes civiles et les biens de caractère civil soumis à leur autorité". Des dispositions concernant l'évacuation des enfants figurent au paragraphe 1 de l'article 78 du Protocole I. Cet article stipule que le consentement des parents ou d'autres personnes à cette évacuation est nécessaire et expose dans le détail les procédures à suivre pour identifier les enfants à évacuer, dans le souci de faciliter le retour dans leur famille et dans leur pays.

63. L'article 147 de la quatrième Convention de Genève dispose, notamment, que le transfert illégal ou la détention illégale de personnes protégées constitue une grave infraction à la Convention et engage la responsabilité pénale individuelle de leur auteur. Dans le Commentaire du CICR relatif à cette disposition, il est indiqué que cet article vise les "infractions aux dispositions des articles 45 et 49". Plus loin, il est indiqué "Y a-t-il dans les codes nationaux des dispositions qui permettent, par assimilation, de réprimer ces infractions ? On pourrait sans doute invoquer la contrainte, réprimée par plusieurs codes pénaux, ou l'atteinte à la liberté personnelle. Mais, dans ce cas particulier, il s'agit d'une contrainte exercée par une autorité, et c'est pourquoi l'assimilation à un délit de droit commun n'est pas aisée. Il semble bien que ces infractions devraient faire l'objet de dispositions particulières" <sup>62</sup>.

64. De plus, à l'alinéa a) du paragraphe 4 de l'article 85 du Protocole I, le transfert délibéré "... à l'intérieur ou hors du territoire occupé de la totalité ou d'une partie de la population de ce territoire, en violation de l'article 49 de la quatrième Convention" est qualifié d'infraction grave au Protocole.

65. Dans l'article 2 (intitulé "Infractions graves aux Conventions de Genève de 1949") du statut du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie (S/25704, annexe) le "transfert illégal" figure expressément parmi les infractions dont le Tribunal est habilité à poursuivre les auteurs. A l'article 4 du Statut du Tribunal international pour le Rwanda reproduit dans l'annexe à la résolution 955 (1994) du Conseil de sécurité, il est stipulé que le Tribunal est habilité à poursuivre les auteurs de violations graves de l'article 3 commun aux Conventions de Genève et du Protocole additionnel II <sup>63</sup>.

66. L'article 4 du statut du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et l'article 3 du statut du Tribunal international pour le Rwanda englobent dans la définition du "génocide" le transfert forcé

d'enfants d'un groupe national, ethnique, racial ou religieux à un autre groupe.

67. S'agissant de la protection des populations civiles en période de conflit armé, dans la résolution 2675 (XXV) de l'Assemblée générale en date du 9 décembre 1970, il est affirmé que les populations civiles ou les individus qui les composent ne seront pas l'objet "de représailles, de déplacements par la force ou de toute autre atteinte à leur intégrité". Dans le texte provisoire de l'article 20, intitulé "Crimes de guerre", du projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité, adopté en deuxième lecture en 1996, à l'alinéa a) il est fait référence au "... transferts illégaux ... de personnes protégées".

68. L'opinion selon laquelle les principales dispositions des quatre Conventions de Genève et des deux Protocoles additionnels constituent désormais des règles du droit international général ou coutumier ayant valeur contraignante pour tous les Etats fait l'objet d'un large consensus <sup>64</sup>. Dans le cas des conflits armés non internationaux, par exemple, si l'article 3 commun n'interdit pas expressément les attaques contre les populations civiles, elles le sont néanmoins par le droit coutumier, tel qu'il ressort en particulier de la résolution 2444 (XXIII) de l'Assemblée générale des Nations Unies en date du 19 décembre 1968, intitulée "Respect des droits de l'homme en période de conflit armé".

69. De plus, dans la résolution 2444 (XXIII) est expressément reconnu le principe coutumier de l'immunité des civils et son principe complémentaire selon lequel les parties belligérantes sont tenues en tout temps de faire la distinction entre les personnes qui prennent part aux hostilités et les membres de la population civile. Dans le préambule de cette résolution, il est clairement indiqué que ces principes humanitaires fondamentaux doivent s'appliquer "dans tous les conflits armés", donc aussi bien internationaux qu'internes. Le déplacement forcé, qui est contraire aux principes d'immunité et de distinction entre civils et combattants, est donc illégal.

#### E. Interdiction de la discrimination religieuse et raciale

70. Un type particulièrement grave de déplacement forcé prend place lorsque des individus et des groupes font l'objet d'actions visant à les éloigner de leur lieu de résidence habituel pour des raisons telles que la race, la couleur, la religion, la culture, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique. Un groupe précis peut être considéré comme représentant une menace qui "justifie" des mesures même extrêmes comme l'apartheid ou la séparation de groupes de personnes selon un clivage ethnique. Au cours des dernières années, le déplacement forcé de populations est bien souvent devenu l'objectif de politiques de séparation ou d'homogénéisation ethnique ainsi que le but de campagnes militaires visant à réaliser un "nettoyage ethnique".

71. Même si le droit international des droits de l'homme ne comporte aucune disposition juridique explicite se rapportant à ce type de déplacement, il ne fait pas de doute que le droit international les interdit <sup>65</sup>, en particulier l'article 26 du PIDCP <sup>66</sup>, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et la Convention internationale

sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid (en particulier l'alinéa d) de l'article II).

72. Toutefois, si un déplacement intérieur forcé de populations a pour fondement des critères raisonnables et objectifs et ne vise pas spécifiquement un groupe ou une personne sur la base d'une discrimination injuste, il peut ne pas être interdit. La question décisive, devant en dernière analyse faire l'objet d'un examen cas par cas au regard de toutes les circonstances pertinentes, est de savoir si une distinction spécifique établie entre diverses personnes ou groupes de personnes se trouvant dans une situation comparable repose sur des critères subjectifs et déraisonnables. Le principe de proportionnalité entre également en ligne de compte en la matière. Les transferts internes de populations ou le déplacement interne d'un grand nombre de personnes peuvent à première vue être discriminatoires <sup>67</sup>.

73. Le "nettoyage ethnique" n'est jamais admissible. Dans ses conclusions faisant suite à l'examen du rapport de la République de Bosnie-Herzégovine (CERD/C/247/Add.1), le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a condamné le "nettoyage ethnique" parce qu'il constituait "une grave violation de tous les principes fondamentaux de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale" <sup>68</sup>.

#### F. Interdiction du génocide

74. Certaines formes de déplacement forcé, en particulier dans le contexte du "nettoyage ethnique" ou d'une répression effrénée d'ethnies ou de populations autochtones (par exemple dans le cas de l'apartheid) peuvent être englobées dans le champ du génocide. Le génocide constitue une forme particulièrement grave de violation du droit à la vie, comme il ressort de l'examen détaillé effectué dans la Compilation et analyse des normes juridiques (par. 73 et 74). Dans l'article premier de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide <sup>69</sup>, il est constaté que le génocide, qu'il soit commis en temps de paix ou en temps de guerre, est un crime du droit des gens <sup>70</sup>. L'article II de la Convention relative au génocide définit ce crime comme suit :

"... l'un quelconque des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :

- a) Meurtre de membres du groupe;
- b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe;
- c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;
- d) Mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe;
- e) Transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe."

### III. DROIT RELATIF AUX POPULATIONS AUTOCHTONES

75. Dans la Convention No 169 de l'OIT concernant les peuples indigènes et tribaux dans les pays indépendants, figurent des dispositions juridiques visant à les protéger contre l'éloignement des terres et de l'environnement qu'ils occupent. L'article 16 de la Convention stipule :

"1. Sous réserve des paragraphes suivants du présent article, les peuples intéressés ne doivent pas être déplacés des terres qu'ils occupent.

2. Lorsque le déplacement et la réinstallation desdits peuples sont jugés nécessaires à titre exceptionnel, ils ne doivent avoir lieu qu'avec leur consentement, donné librement et en toute connaissance de cause. Lorsque ce consentement ne peut être obtenu, ils ne doivent avoir lieu qu'à l'issue de procédures appropriées établies par la législation nationale et comprenant, s'il y a lieu, des enquêtes publiques où les peuples intéressés aient la possibilité d'être représentés de façon efficace.

3. Chaque fois que possible, ces peuples doivent avoir le droit de retourner sur leurs terres traditionnelles, dès que les raisons qui ont motivé leur déplacement et leur réinstallation cessent d'exister."

76. La Convention No 169 a remplacé la Convention No 107 de l'OIT dans l'article 12 de laquelle figurait une disposition similaire <sup>71</sup>.

77. En ce qui concerne le lieu de réinstallation et l'indemnisation, l'article 16 de la Convention No 169 stipule :

"4. Dans le cas où un tel retour n'est pas possible, ainsi que déterminé par un accord ou, en l'absence d'un tel accord, au moyen de procédures appropriées, ces peuples doivent recevoir, dans toute la mesure possible, des terres de qualité et de statut juridique au moins égaux à ceux des terres qu'ils occupaient antérieurement et leur permettant de subvenir à leurs besoins du moment et d'assurer leur développement futur. Lorsque les peuples intéressés expriment une préférence pour une indemnisation en espèces ou en nature, ils doivent être ainsi indemnisés, sous réserve des garanties appropriées.

5. Les personnes ainsi déplacées et réinstallées doivent être entièrement indemnisées de toute perte ou de tout dommage subi par elles de ce fait".

78. Par sa résolution 1994/45, la Sous-Commission a adopté un projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (E/CN.4/Sub.2/1994/2/Add.1), dont l'article 7 dispose que :

"Les peuples autochtones ont le droit, à titre collectif et individuel, d'être protégés contre l'ethnocide ou le génocide culturel, notamment par des mesures visant à empêcher et à réparer :

...

c) toute forme de transfert de population ayant pour but ou pour effet de violer ou d'éroder l'un quelconque de leurs droits; ...".

tandis que l'article 10 stipule que :

"Les peuples autochtones ne peuvent être contraints de quitter leurs terres et territoires. Il ne peut y avoir de réinstallation qu'avec le consentement, exprimé librement et en toute connaissance de cause, des peuples autochtones concernés et après accord sur une indemnisation juste et équitable et, si possible, avec possibilité de retour."

et l'article 11 que :

"Les peuples autochtones ont droit à une protection spéciale et à la sécurité en période de conflit armé.

Les Etats doivent ... s'abstenir :

...

c) de contraindre des autochtones à abandonner leurs terres, territoires ou moyens de subsistance, ou de les réinstaller dans des centres spéciaux à des fins militaires; ...".

79. Certaines dispositions vigoureuses visant à protéger les droits fonciers des peuples autochtones ont été introduites. Les articles 13 à 19 de la Convention No 169 de l'OIT portent sur la question des terres dans l'optique des peuples indigènes et tribaux dans les pays indépendants. Le paragraphe 1 de l'article 13 de cette convention stipule que "[e]n appliquant les dispositions de cette partie de la Convention, les gouvernements doivent respecter l'importance spéciale que revêt pour la culture et les valeurs spirituelles des peuples intéressés la relation qu'ils entretiennent avec les terres ou territoires, ou avec les deux, selon le cas, qu'ils occupent ou utilisent d'une autre manière, et en particulier des aspects collectifs de cette relation".

80. Même là où il n'existe pas de titre foncier officiel, hypothèse dans laquelle ils sont en principe susceptibles d'utiliser les terres sans restriction, les Etats peuvent être tenus de reconnaître et protéger l'occupation des lieux. L'article 14 de la Convention No 169 affirme que les droits de propriété et de possession sur les terres que les peuples indigènes et tribaux occupent traditionnellement doivent leur être reconnus.

81. Les droits sur les ressources naturelles dont sont dotées les terres doivent également être protégés, comme il est stipulé dans l'article 15 de la Convention No 169.

82. Les droits fonciers des peuples autochtones ont donc fait l'objet d'une plus grande prise en considération que dans le cas d'autres groupes <sup>72</sup>. A l'instar des peuples autochtones et des minorités, les paysans ou les éleveurs pourraient avoir besoin de bénéficier de dispositions plus énergiques garantissant leur accès sans interruption et sans restriction aux terres

qu'ils occupent, vu leur grande dépendance à l'égard de ces terres pour leur subsistance et leur bien-être.

83. Enfin, aux termes de la Convention No 169 de l'OIT, la loi devrait prévoir des sanctions adéquates pour toute entrée non autorisée sur les terres des peuples indigènes et tribaux, et les gouvernements devraient prendre des mesures pour empêcher ces infractions.

#### IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

84. L'interdiction de tout déplacement arbitraire n'est énoncée expressément que dans le droit international humanitaire et le droit relatif aux populations autochtones. Dans le droit général des droits de l'homme, cette interdiction ne figure en revanche qu'implicitement dans certaines dispositions, en particulier les dispositions se rapportant au droit de circuler librement et de choisir librement sa résidence, au droit à la protection contre toute immixtion arbitraire dans le domicile et au droit au logement. Ces droits ne couvrent toutefois ni dans leur intégralité ni de manière adéquate toutes les hypothèses de déplacement arbitraire et les dispositions s'y rapportant ne précisent pas dans quelles circonstances un déplacement est autorisé. Ces droits sont d'autre part susceptibles de restrictions et dérogations.

85. L'absence dans le droit international des droits de l'homme de règle générale de lege lata relative au déplacement forcé des personnes fait que la place de cette notion dans le droit international reste vague. La Sous-Commission a ainsi posé la question de savoir "s'il existe pour les individus et les groupes, un droit de l'homme qui consiste à ne pas être assujettis à un transfert de population, passif ou induit, soit comme participants soit comme destinataires" <sup>73</sup>. De ce fait également, les organes de l'ONU créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme n'ont prêté que peu d'attention à ce sujet.

86. Pourtant l'analyse du droit international susmentionné ainsi que diverses dispositions juridiques internationales, en particulier les normes relatives aux droits de l'homme concernant la protection de la vie et les normes relatives aux droits de l'homme concernant la protection de la vie et de la sécurité de la personne, la propriété et la non-discrimination, ainsi que le droit de l'environnement, font apparaître qu'un déplacement de personnes ne saurait être discriminatoire et ne peut être effectué qu'à titre exceptionnel et exclusivement dans certaines circonstances précises prévues par le droit international, en respectant dûment les principes de nécessité et de proportionnalité. Le déplacement ne devrait pas se prolonger au-delà du temps strictement requis au regard des exigences de la situation. Tout déplacement ayant pour motivation ou dont on peut raisonnablement craindre qu'il ne débouche sur le génocide, le "nettoyage ethnique", l'apartheid et d'autres formes systématiques de discrimination, ou la torture et autres traitements inhumains et dégradants est strictement interdit et peut engager la responsabilité pénale individuelle de leurs auteurs en vertu du droit international.

87. Avant de procéder à tout déplacement, les autorités doivent veiller à étudier toutes les autres options envisageables pour éviter, ou au moins réduire au minimum un déplacement forcé. En cas de réinstallation, la fourniture d'un logement approprié et de conditions satisfaisantes d'hygiène, de santé, de sécurité et d'alimentation doivent être garanties; les membres d'une même famille ne doivent pas être séparés. On doit normalement s'attendre à ce que chaque affaire fasse l'objet d'un examen distinct et à ce que les autorités habilitées par la loi à le faire notifient des décisions administratives individuelles et non pas collectives, à la seule exception des véritables situations d'urgence lorsque l'évacuation de groupes entiers de personnes concernées est nécessaire ou même impérieuse. Les personnes devant être déplacées doivent avoir accès à une information adéquate sur ce déplacement ainsi que sur les procédures d'indemnisation et de réinstallation et à des voies de recours utiles; le cas échéant elles doivent en outre bénéficier d'une indemnisation pour toute perte de terre ou d'autres biens. Des efforts devraient être entrepris pour obtenir l'accord librement consenti en toute connaissance de cause des personnes à déplacer. En l'absence de telles garanties, pareilles mesures sont arbitraires et donc illégales. Une protection spéciale devrait être accordée aux peuples autochtones, aux minorités, aux paysans, aux éleveurs et aux autres groupes particulièrement dépendants de leurs terres et fortement attachés à ces terres.

88. Il est nécessaire de définir de manière explicite ce qui à l'heure actuelle est implicite dans le droit international, à savoir le droit d'être protégé contre tout déplacement arbitraire. En particulier, il faudrait préciser les raisons insusceptibles de justifier un déplacement et les conditions de tels déplacements ainsi que les garanties minimales de procédure à respecter au cas où un déplacement intervient (exigence d'une "procédure régulière dans la forme et quant au fond") <sup>74</sup>.

### Notes

1. Voir "Les transferts de population, y compris l'implantation de colons et de colonies, considérés sous l'angle des droits de l'homme", rapport intérimaire présenté par M. Awn Shawkat Al-Khasawneh, Rapporteur spécial de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (E/CN.4/Sub.2/1994/18).

2. Depuis un certain nombre d'années, la Commission des droits de l'homme et l'Assemblée générale adoptent des résolutions intitulées "Droits de l'homme et exodes massifs". Dans sa résolution la plus récente (1997/75, en date du 18 avril 1997), par exemple, la Commission a rappelé ses résolutions antérieures sur la question et celles de l'Assemblée générale, ainsi que les conclusions de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, qui a considéré que les violations flagrantes des droits de l'homme, notamment celles commises à l'occasion de conflits armés, figuraient parmi les facteurs multiples et complexes qui étaient à l'origine des déplacements de population.

3. L'article 22 des Règlements de La Haye de 1907, concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, qui reflète le droit coutumier, dispose que les belligérants n'ont pas un droit illimité quant au choix des moyens de nuire à l'ennemi, et l'article 23 interdit d'employer du poison ou des armes empoisonnées (par. a)) et "des armes ... propres à causer des maux superflus" (par. e)). Dans sa résolution 2444 (XXIII) du 17 décembre 1968, aux termes de laquelle le droit des parties à un conflit armé d'adopter des moyens de nuire à l'ennemi n'est pas illimité, l'Assemblée générale interdit elle aussi implicitement les méthodes de combat qui causent des souffrances inutiles au cours de conflits armés internes. Voir note 76 ci-après.

4. Ces principes figurent dans divers instruments réglementant l'emploi de certaines armes. Le Protocole de Genève du 17 juin 1925 concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques, par exemple, interdit l'emploi de certaines armes chimiques et biologiques en cas de guerre entre deux parties contractantes. Bien qu'il concerne les hostilités conduites par les Etats parties, les interdictions fondamentales qui y sont énoncées, qui sont conformes au principe d'humanité du droit coutumier, devraient être considérées comme s'appliquant sans distinction à tous les conflits armés.

Un autre instrument, la Convention de 1972 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction (Convention sur les armes biologiques), interdit la mise au point, la fabrication, le stockage, l'acquisition ou la conservation des armes biologiques et à toxines et en prévoit la destruction. L'emploi de telles armes par un Etat partie dans un conflit armé, quel qu'il soit, constituerait à l'évidence une violation flagrante de cet instrument.

Enfin, en vertu de la Convention de 1993 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction (Convention sur les armes chimiques), les Etats parties s'engagent à ne jamais utiliser ou fabriquer d'armes chimiques, quelles que soient les circonstances. Bien qu'à strictement parler la Convention ne



s'applique qu'aux Etats, il est plausible de considérer que l'emploi d'armes chimiques par toute partie à un conflit armé interne contre des personnes se trouvant à l'intérieur du territoire national est interdit. Voir note 75 ci-après. Pour des références supplémentaires, voir American Society of International Law and International Human Rights Law Group, "Internally displaced persons and international law: a legal analysis based on the needs of internally displaced persons", 1995, p. 34 à 37.

5. Voir aussi les clauses de non-discrimination des instruments régionaux : l'article 14 de la Convention européenne des droits de l'homme, l'article II de la Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme, les articles 1 et 24 de la Convention américaine relative aux droits de l'homme, l'article 3 du Protocole additionnel à la Convention américaine relative aux droits de l'homme, les articles 2, 3 et 18, par. 3, de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples.

6. Comité des droits de l'homme, Observation générale No 23 (50) (par. 4). Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-neuvième session, Supplément No 40 (A/49/40), annexe V.

7. Voir, par exemple, Comité des droits de l'homme, Observation générale No 18 (37) (par. 6), dans laquelle le Comité considère que ce type de définition vaut pour le PIDCP, en se référant, entre autres, aux définitions contenues dans la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (art. premier) et dans la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (art. premier). Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-cinquième session, Supplément No 40 (A/45/40), annexe VI. Reproduite dans la "Récapitulation des observations générales ou recommandations générales adoptées par les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme (HRI/GEN/1/Rev.1).

8. Voir Observation générale No 18, ibid.

9. Cette disposition ne prévoit pas d'exception pour évacuation.

10. L'installation de colons dans un territoire occupé peut être un crime de guerre en vertu de la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. En son article premier, celle-ci applique aux crimes de guerre et aux crimes contre l'humanité les définitions contenues dans le Statut du Tribunal militaire international de Nuremberg (aux termes duquel la "déportation ... des populations civiles dans les territoires occupés" est un crime de guerre). Dans son préambule, la même Convention renvoie également à des résolutions de l'Assemblée générale, en particulier la résolution 2184 (XXI), qui condamne expressément comme crime contre l'humanité la "violation des droits économiques et politiques de la population autochtone par l'installation d'immigrants étrangers dans les Territoires" [sous administration portugaise].

11. Article 29 2) de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

12. Voir la Compilation et l'Analyse des normes juridiques, par. 180 à 220 et 285 à 322.

13. Directive de la Banque mondiale No 4.30 8, par. 8 (29 juin 1990); voir aussi Organisation de coopération et de développement économiques, Lignes directrices établies à l'intention des organismes d'aide concernant le déplacement et la réinstallation involontaire dans le cadre de projets de développement. Document OCDE/GD (91) 201 (1991).

14. Selon ces directives, la planification des projets doit prendre en compte les considérations de fond suivantes : a) il faut éviter ou minimiser chaque fois que cela est possible les déplacements involontaires de population, en explorant toutes les variantes viables pour la conception du projet (par exemple, modifier le tracé des routes ou réduire la hauteur des barrages); b) lorsqu'un déplacement est inévitable, il convient d'établir des plans de réinstallation; toutes les opérations de réinstallation involontaire devraient être conçues et exécutées en tant que programmes de développement, afin que des investissements suffisants soient prévus pour créer des conditions dans lesquelles les populations réinstallées pourront avoir leur part des avantages du projet, seront indemnisées pour leurs pertes, recevront une aide pour leur déménagement et pendant la période de transition et bénéficieront d'un soutien pour améliorer leur niveau de vie antérieur, ou du moins pour le rétablir; il faudrait s'attacher en particulier à tenir compte des besoins des groupes les plus pauvres; c) il faudrait encourager la participation de la communauté à la planification et à l'exécution des activités de réinstallation et mettre en place des schémas appropriés d'organisation sociale, et les institutions sociales et culturelles des personnes déplacées et des populations d'accueil devraient être aidées et mises à contribution, dans toute la mesure possible; d) les personnes réinstallées devraient être intégrées socialement et économiquement aux communautés d'accueil de sorte à minimiser les effets nocifs de la réinstallation sur ces dernières; le meilleur moyen d'y parvenir est de planifier la réinstallation dans les régions bénéficiant du projet et au moyen de consultations avec la future communauté d'accueil; et e) les personnes lésées par le projet, les groupes autochtones, les minorités ethniques et les éleveurs qui peuvent avoir la jouissance de terres ou d'autres ressources attribuées au projet doivent bénéficier de terres, d'éléments d'infrastructure ou d'autres compensations. Le fait que ces groupes ne possèdent pas de titres fonciers en bonne et due forme ne doit pas les empêcher d'être indemnisés. En particulier, tout plan de projet de développement entraînant une réinstallation involontaire doit prévoir les éléments ci-après : responsabilité des organismes intervenant dans l'opération; participation de la communauté et intégration avec les populations du lieu d'accueil; enquête socio-économique; cadre juridique; autres sites de réinstallation; estimation de la valeur des biens perdus et indemnisation; régime foncier, acquisition et transfert de terres; accès à la formation, à l'emploi et au crédit; logement, infrastructure et services sociaux; protection et gestion de l'environnement; calendrier de mise en oeuvre, contrôle d'exécution et évaluation.

15. Voir, par exemple, Directive de la Banque mondiale 4.01 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement et les annexes (octobre 1991). Voir aussi Comité des droits économiques, sociaux et culturels, Observation générale No 2 (1990) sur les mesures internationales d'assistance technique (art. 22 du Pacte), HRI/GEN/1/Rev.1.

16.Observation générale No 2, ibid., par. 6 et 8 d).

17.Voir aussi le projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité de la Commission du droit international, Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante et unième session, Supplément No 10 (A/51/10), chap. II, qui inclut dans le projet d'article 20 (Crimes de guerre) l'utilisation de méthodes ou moyens de guerre "non justifiés par des nécessités militaires dans l'intention de causer des dommages étendus, durables et graves à l'environnement naturel, et de porter gravement atteinte, de ce fait, à la santé ou à la survie de la population, ces dommages s'étant effectivement produits".

18.Voir Michel Veuthey, Guérilla et droit humanitaire (2ème édition), Comité international de la Croix-Rouge, Genève, 1983.

19.Voir Christopher McDowel, Understanding Impoverishment: The Consequences of Development-Induced Displacement, Oxford, Berghahn Books, 1996.

20.Voir aussi Comité international de la Croix-Rouge, Commentaire à la quatrième Convention de Genève, p. 40, voir ci-dessous note 75/.

21.L'article 9 de la Déclaration universelle dispose que nul ne peut être arbitrairement exilé. Une étude du droit en vertu duquel nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé, établie par l'ONU en 1964, en étend la portée à l'exil interne (ou bannissement) (E/CN.4/826/Rev.1), p. 238. Il y est dit que le bannissement à l'intérieur du pays se rencontre plus fréquemment que l'exil proprement dit en droit ou dans la pratique dans un nombre considérable de pays, où il est appliqué soit comme sanction pénale, soit comme mesure de prévention ou de sûreté. L'étude conclut que "le bannissement à perpétuité en un lieu isolé ... semble en régression". En vertu des normes actuelles, le bannissement ne peut être imposé arbitrairement. "En tant que sanction pénale, le bannissement ne devrait être imposé qu'en vertu d'une décision d'un tribunal compétent et conformément à des règles de procédure criminelle appropriées; il faudrait garantir le droit de faire appel auprès d'un tribunal supérieur". Enfin, "il faudrait spécifier ou définir avec précision les motifs pour lesquels une telle mesure peut être prise".

22.Ce droit est garanti par le PIDCP et le Protocole No 4 à la Convention européenne à "quiconque se trouve régulièrement sur le territoire d'un Etat", et par la Convention américaine à "quiconque se trouve légalement sur le territoire d'un Etat".

23.En son article 5 d) i), la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale interdit la discrimination raciale dans la jouissance du droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat.

24.Principes de Syracuse concernant les dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques qui autorisent des restrictions ou des dérogations (E/CN.4/1995/4, annexe).

25. Manfred Nowak, United Nations Covenant on Civil and Political Rights - CCPR Commentary, 1993, p. 208.

26. Ibid., p. 209.

27. Ibid., p. 210 et 214, où l'auteur cite la jurisprudence du Comité des droits de l'homme en la matière : Mpaka-Nsusu c. Zaïre, communication No 157/1983, et Ngalula Mpandanjila c. Zaïre, communication No 138/1983. A la note 92, l'auteur constate une préoccupation générale du Comité face à l'interdiction de séjour, confirmée dans l'affaire Birindwa et Tshisekedi c. Zaïre, communications Nos 241 et 242/1987.

28. Ibid., p. 211.

29. Ibid.

30. Ibid.

31. L'expression ordre public "peut être définie comme étant la somme des règles qui assurent le fonctionnement de la société ou l'ensemble des principes fondamentaux sur lesquels repose la société". Principes de Syracuse, op. cit., par. 22.

32. Des raisons de santé publique ou d'ordre public sont également nécessaires pour justifier toute restriction à la circulation de demandeurs d'asile admis à titre temporaire dans l'attente d'une solution durable. Voir Office du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Comité exécutif, Conclusion No 22 (XXXII), Protection des personnes en quête d'asile en cas d'arrivées massives (1981). S'agissant de la réinstallation des populations autochtones, voir la Convention de 1989 de l'OIT (No 169) relative aux peuples indigènes et tribaux.

33. Nowak, op. cit., p. 216.

34. Sandra Lovelace c. Canada, communication No 24/1977 (auparavant R.6/24). Rapport du Comité des droits de l'homme, Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-sixième session, supplément No 40 (A/36/40), annexe XVIII.

35. Symposium OUA/HCR sur les réfugiés et les déplacements forcés de populations en Afrique, Addis-Abeba, septembre 1994, recommandation 13. Voir également : Document de clôture de la Réunion de Vienne de 1989 de la CSCE sur la suite donnée à la Conférence, 15 janvier 1989, repris dans la série Droits de l'homme en droit international : textes de base du Conseil de l'Europe (Strasbourg, 1991), par. 20 (Droit de se déplacer et de résider à l'intérieur des frontières de chaque Etat); Déclaration de San José sur les réfugiés et les personnes déplacées du 7 décembre 1994, conclusion 16, par. d).

36. Commission du droit international, op. cit., chap. II.D.

37. Voir également l'alinéa d) du paragraphe 1, se rapportant aux crimes contre l'humanité, du projet de texte de synthèse du Comité préparatoire pour la création d'une cour criminelle internationale (A/AC.249/1997/WG.1/CRP.5 et Corr.1) (20 février 1997), où figure le "transfert forcé de populations"

entendu comme le fait de déplacer des populations à des fins contraires au droit international sans justification légale.

38. Nowak, op. cit., p. 302.

39. Ibid., p. 303.

40. Voir également la requête No 21893/93 à la Commission européenne des droits de l'homme, Akdivar et. al. c. Turquie.

41. Nowak, op. cit., p. 293.

42. Voir HRI/GEN/1/Rev.3.

43. Nowak, op. cit., p. 290.

44. Observation générale No 4, par. 18 (HRI/GEN/1/Rev.3). Voir également Observation générale No 7 (1997) (E/C.12/1997/4).

45. Se reporter également au paragraphe 9 de la Recommandation générale No 21 du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, dans lequel, se référant au droit des femmes à l'égalité avec les hommes devant la loi, ce comité a insisté sur le droit d'une femme de choisir librement son domicile, indépendamment de sa situation de famille (HRI/GEN/1/Rev.3).

46. Voir également le paragraphe 5 de la Déclaration sur la protection des femmes et des enfants en période d'urgence et de conflit armé - proclamée par l'Assemblée générale des Nations Unies dans une résolution du 14 décembre 1974 - aux termes duquel "[t]outes les formes de répression et de traitement cruel et inhumain appliqués aux femmes et aux enfants, notamment ... les déplacements par la force, que commettent les belligérants pendant les opérations militaires ou dans les territoires occupés, seront considérées comme criminelles".

47. Résolution 1993/77 de la Commission des droits de l'homme du 10 mars 1993. Voir également : Action 21, chapitre 7; résolution 1995/29 de la Sous-Commission du 24 août 1993; résolution 14/6 de la Commission des droits de l'homme, adoptée le 5 mai 1993.

48. Voir l'article 4 1) du PIDCP.

49. Dans l'affaire des Indiens miskitos, la Commission interaméricaine des droits de l'homme a justifié leur réinstallation sur le fondement de situation d'urgence et des mesures militaires jugées essentielles pour faire face aux attaques menées par des bandes armées au Nicaragua. Etant donné que les Miskitos étaient établis dans une zone où des opérations militaires étaient nécessaires, leur réinstallation constituait en outre une mesure de protection. Report on the Situation of Human Rights of a Segment of the Nicaraguan Population of Miskito Origin, OEA/Ser.L/V/II.62, doc. 10-Rev.3, 1983.

50. Ibid.

51. Al Khasawneh, op. cit.

52. Voir également *Compilation and Analysis of Legal Norms*, par. 21 à 23.

53. L'article 7 de la Déclaration des règles minimales d'humanité, adoptée par un groupe d'experts réunis à Turku en 1990 et distribuée aux membres de la Commission en application de sa résolution 1995/29, se lit comme suit :

"1. Tout individu a le droit de rester en paix dans son foyer et lieu de résidence.

"2. Le déplacement de l'ensemble ou d'une partie de la population ne pourra être ordonné, sauf dans les cas où la sécurité des personnes concernées ou des raisons impératives de sécurité l'exigent. Si ce genre de déplacement s'impose, toutes les mesures seront prises pour que la population soit transférée puis accueillie dans des conditions satisfaisantes de logement, d'hygiène, de santé, de sécurité et d'alimentation. Les personnes ou groupes ainsi déplacés seront autorisés à regagner leurs foyers ou lieux de résidence dès que les circonstances ayant nécessité leur déplacement auront cessé d'exister. Aucun effort ne sera négligé pour faire en sorte que les personnes déplacées qui le souhaitent puissent rester ensemble. Les membres d'une famille qui souhaitent rester ensemble doivent être autorisés à le faire. Les personnes ainsi déplacées seront libres de circuler à l'intérieur du territoire, sauf si cela compromet leur sécurité ou si des raisons impératives de sécurité s'y opposent.

"Nul ne sera contraint de quitter son propre territoire."

(E/CN.4/Sub.2/1991/55, annexe et version révisée à l'occasion d'une réunion tenue à Oslo les 29 et 30 septembre 1994; version anglaise publiée dans American Journal of International Law, vol. 89, 1995, p. 219 à 223.

54. Voir CICR, *Commentaire des protocoles additionnels du 8 juin 1977 aux Conventions de Genève du 12 août 1949*, 1987, p. 1494.

55. Ibid., p. 1494 et 1495.

56. Ibid., p. 1495.

57. Aux termes de l'article 4, "Sont protégées par la Convention les personnes qui, à un moment quelconque et de quelque manière que ce soit, se trouvent, en cas de conflit ou d'occupation, au pouvoir d'une Partie au conflit ou d'une Puissance occupante dont elles ne sont pas ressortissantes."

58. La nécessité militaire en temps d'occupation, à un moment où les activités militaires stricto sensu ont pour l'essentiel cessé, est un principe qui ne peut renvoyer à rien d'autre qu'à la sécurité des forces d'occupation. Voir Christa Meindersma, "Legal Issues Surrounding Population Transfers in Conflict Situations", dans Netherlands International Law Review, vol. 41, No 31, 1994, p. 45 à 58.

59.CICR, Commentaire de la quatrième Convention de Genève, p. 302 et 303.

60.Le paragraphe 7 de l'article 51 du Protocole I se lit comme suit : "La présence ou les mouvements de la population civile ou de personnes civiles ne doivent pas être utilisés pour mettre certains points ou certaines zones à l'abri d'opérations militaires, notamment pour tenter de mettre des objectifs militaires à l'abri d'attaques ou de couvrir, favoriser ou gêner les opérations militaires. Les Parties au conflit ne doivent pas diriger les mouvements de la population civile ou des personnes civiles pour tenter de mettre des objectifs militaires à l'abri des attaques ou de couvrir des opérations militaires." L'article 51 figure sous le titre IV du Protocole, dont le champ d'application tel qu'il y est défini diffère de celui de la quatrième Convention de Genève, puisque les dispositions dudit Protocole concernant les "attaques" s'appliquent "à toutes les attaques, quel que soit le territoire où elles ont lieu" (art. 49, par. 2).

61.M. Bothe et al., New Rules for Victims of Armed Conflicts: Commentary on the Two 1977 Protocols Additional to The Geneva Conventions of 1949, La Haye et Boston, M. Nijhoff, 1982, p. 317.

62.Commentaire du CICR concernant la quatrième Convention de Genève, op. cit., p. 641.

63.Voir également A/AC.249/1997/WG.1/CRP.5.

64.Voir : Compilation and Analysis of Legal Norms, par. 22. Voir également Prosecutor v. Tadic, Case No IT-94-1-AR72, appeal on jurisdiction, 2 octobre 1995, dans 35 ILM 32, par. 127, 1996.

65.Cela vaut naturellement tant pour les ressortissants que les non-ressortissants, contrairement à l'expulsion et à la reconduite - l'expulsion des étrangers ne revêtant en principe pas un caractère discriminatoire par rapport aux nationaux.

66.Comité des droits de l'homme, Observation générale 18, HRI/GEN/1/Rev.3.

67.Cette opinion a été défendue de manière convaincante en ce qui concerne les expulsions collectives (voir Jean-Marie Henckaerts, Mass Expulsion in Modern International Law and Practice, Martinus Nijhoff, 1955, p. 47. Voir également le paragraphe 5 de l'article 12 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples.

68.Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquantième session, Supplément No 18 (A/50/18), par. 219.

69.Il ne fait aucun doute que la Convention relative au génocide est à présent reconnue comme constituant du droit international coutumier. Voir le document S/25704 et Add.1 (1993) du Conseil de sécurité.

70.A ce propos, au paragraphe 3 de l'article 6 du PIDCP, il est indiqué que "[l]orsque la privation de la vie constitue le crime de génocide, il est entendu qu'aucune disposition du présent article n'autorise un Etat partie au

présent Pacte à déroger d'aucune manière à une obligation quelconque assumée en vertu des dispositions de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide".

71. Il a été reproché à ces deux Conventions d'asseoir l'interdiction de déplacement des peuples autochtones sur une base juridique manquant de spécificité.

72. Voir par exemple, la Déclaration des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 47/135 du 18 décembre 1992, dans laquelle une place est faite aux préoccupations foncières. Voir également : Minority Rights Group International, Land Rights and Minorities, 1995.

73. Le transfert de population et les droits de l'homme : document de travail préliminaire présenté par Mme Claire Palley (E/CN.4/Sub.2/1992/WP.1).

74. Nowack, op. cit., p. 303.

-----